

Imprimer cet article publié le 24-10-2007 sur le site www.la-croix.com**la-Croix.com**

« Je veux dire la vérité sur les prisons birmanes »

Un mois après les grandes manifestations en Birmanie, les appels se multiplient pour maintenir une pression sur la junte militaire. Aung Kyaw Oo, 40 ans, ancien militant étudiant, a fui la Birmanie il y a deux mois après avoir passé quatorze ans en prison. Il témoigne



Un visiteur regarde les photos des prisonniers politiques victimes de la répression de 1988 en Birmanie dans le petit musée de Mae Sot près de la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, le 26 septembre 2007 (photo Kittiwongsakul/AFP).

«J'étais agenouillé par terre sur le sol en ciment, les bras tendus, les mains enchaînées et le gardien me criait sans cesse de garder la tête baissée... Je voulais le regarder dans les yeux mais à chaque fois je recevais un coup de bâton sur le crâne, le sang coulait et il riait... ils m'ont laissé plus de deux jours dans cette position, sans manger ni boire, pour l'exemple ! »

Le récit grimaçant d'Aung Kyaw Oo détaille les conditions de son incarcération dans la tristement célèbre prison de Insein à Rangoun. « Dans cet immense lieu de détention règne l'arbitraire le plus total », poursuit ce petit homme de 40 ans qui a passé quatorze de ces dix-sept dernières années emprisonné. « On m'a laissé durant les six premiers mois au milieu d'une centaine de criminels de droit commun, les gardiens me traitaient vraiment comme un ennemi, pas comme un être humain alors que j'étais un prisonnier politique. »

Assis sur une chaise en bois dans la cour d'une petite maison de la ville de Mae Sot où a été fondée il y a près de vingt ans l'Association d'assistance aux prisonniers politiques birmans (AAPP), Aung Kyaw Oo assume son exil en Thaïlande qui remonte à deux mois à peine. Juste avant le début des manifestations.

Il veut « poursuivre le combat pour la démocratie »

À Mae Sot, petite ville thaïlandaise à la frontière birmane où se sont réfugiées des centaines de milliers de Birmans après les massacres de 1988, cet ancien membre du Syndicat des étudiants condamné en 1991 à douze ans de prison reste déterminé à « témoigner et raconter mon expérience afin que le monde sache ce qui se passe. Je dois dire la vérité sur les prisons birmanes afin qu'on ne nous oublie pas ». Même en dehors de son pays, il veut « poursuivre le combat pour la démocratie » et la libération de ces « collègues » jetés en prison au lendemain de la répression militaire à Rangoun le mois dernier.

« À l'époque, j'étais un simple étudiant à l'Université d'économie de Rangoun, se remémore Kyaw Oo, et lorsque j'ai vu les rafles et les milliers de jeunes jetés en prison comme des sacs de riz, je me suis engagé dans une organisation chargée de collecter des informations sur les prisonniers politiques et les violations des droits de l'homme. Nous nous chargeons aussi d'envoyer ces documents à l'étranger pour faire connaître la réalité de la terrible répression ; exactement ce qui est en train de se passer aujourd'hui en Birmanie ! » Fébrilement, il écrit sur une feuille de papier le nom de plusieurs militants « qui se cachent dans Rangoun » depuis des semaines. Il a appris que d'autres avaient été arrêtés.

"Seule ma mère m'a soutenu"

Dans les locaux de l'Association où s'activent depuis des jours des Birmans réfugiés ici, une pièce a été consacrée aux victimes de la répression depuis 1988 ; photos en noir et blanc, carte géographique de la Birmanie où sont localisés les 43 prisons et les 40 camps de travail du pays, des photocopies du règlement des prisons, des chaînes et des menottes... et même une maquette de la prison d'Insein.

« J'ai purgé la majeure partie de ma première peine dans ce bâtiment, montre-t-il du doigt, là où Aung San Suu Kyi a passé quelques jours en 2003 et où le grand écrivain birman U Win Tin est mort. » Après ces douze ans, Kyaw Oo a de nouveau été condamné pour sept ans, « une sorte d'extension de la peine » dans une autre prison loin de Rangoun où les conditions étaient encore pires ; à peine de nourriture, une eau sale, pas de douche... « Seule ma mère m'a soutenu durant toutes ces années, dit-il, pas le reste de ma famille, ils voulaient tous garder leur travail et donc s'éloignaient de moi. »

Jour et nuit, des agents surveillaient ses faits et gestes

Bénéficiant d'une libération anticipée en 2005, « grâce à l'intervention d'Amnesty International », Kyaw Oo n'était pas pour autant sorti d'affaire. Jour et nuit, des agents en civil de la sécurité publique surveillaient ses moindres faits et gestes, ceux de ses parents, de ses frères et sœurs. « J'étais en colère car toute ma famille souffrait à cause de moi mais maintenant que j'ai réussi à m'échapper, ma famille est heureuse, elle est plus libre que jamais. »

Lui entame en Thaïlande un autre chapitre de sa vie, prisonnier libre dans cette petite ville d'où les réfugiés birmans n'ont pas le droit de sortir. « Mais au moins depuis la Thaïlande je peux agir sans craindre de me faire arrêter. Les dissidents qui arrivent depuis quelques semaines ont besoin de savoir qu'ils seront accueillis et soutenus, comme je l'ai été. C'est mon engagement de militant désormais ! »

Douglas BURNS à Mae Sot